

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 96 – mars 2019 – 5,50 €



Dossier thématique

La Résistance face

au Service du Travail Obligatoire

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Le matériel de sabotage de la Résistance, l'imagination au service de l'action

Les saboteurs envoyés depuis Londres par le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) de la France libre ou le *Special Operation Executive* britannique (SOE) ont à leur disposition un arsenal moderne et diversifié qui leur permet de mener à bien leurs missions. Ce matériel de destruction leur parvient par containers largués par les Alliés lors d'opérations aériennes.



Fog signal sur tronçon de rail.
Crayon allumeur à retardement.

L'explosif utilisé majoritairement par les saboteurs du BCRA et du SOE est le **plastic**⁽¹⁾ car il présente de nombreux avantages. Cet explosif puissant et polyvalent permet aussi bien de briser net les fortes sections d'acier d'un rail de chemin de fer ou d'un pylône de ligne à haute tension que de détruire des installations industrielles ou bien encore des ouvrages d'art comme des ponts, des viaducs ou des écluses. Facilement malléable, il peut épouser parfaitement la forme de l'objectif à détruire. Enfin, sa stabilité le rend très fiable. Il peut subir des chocs très violents sans aucun danger. Une charge de plastic n'explose que si elle est munie d'un détonateur et d'un système d'allumage.

Contrairement au plastic, le **détonateur** est un artifice très sensible qui explose sous l'effet d'un choc violent, d'une forte compression ou bien d'une chaleur supérieure à 100 °C. C'est d'ailleurs cette dernière caractéristique qui est utilisée pour assurer sa mise à feu.

Un arsenal adapté à des missions très diverses

Le saboteur dispose d'une large gamme de **systèmes de mise à feu** pour faire face aux situations variées de ses missions.

La **mèche lente**, ou **cordon bickford**, est le système d'allumage le plus basique. La mèche lente est constituée de poudre noire enveloppée dans une gaine étanche qui se consume à raison d'un centimètre à la seconde. Le saboteur calcule la longueur de mèche qui lui permet de disposer d'un délai suffisant pour se mettre en sécurité. Après avoir serti à l'aide d'une pince à l'une de ses extrémités un détonateur plongé au cœur de la charge principale, le saboteur n'a plus qu'à allumer la mèche lente. Mais ce système dégage une fumée qui le rend facilement détectable.

Le **crayon allumeur à retardement**, ou **time pencil**, offre au saboteur un système plus sophistiqué et plus adapté à son action clandestine. Ce système de mise à feu a été inventé par le SOE dès le début de la guerre. Son corps en laiton, qui a la forme d'un stylo, renferme une ampoule de verre contenant de l'acide, un fil métallique qui retient un percuteur en position armé grâce à un ressort et une amorce. Lorsque le saboteur écrase la partie supérieure du crayon allumeur, l'ampoule se brise et l'acide ainsi libéré vient ronger le fil métallique. Au bout d'un



certain temps, le fil se rompt et libère le percuteur qui frappe l'amorce, laquelle met à feu le détonateur et entraîne l'explosion de la charge principale. Plusieurs modèles de ces crayons allumeur, qui se distinguent par un code couleur peint sur la goupille de sécurité, existent. Ils permettent une mise à feu allant d'une dizaine de minutes à plus de 24 heures en fonction de l'épaisseur du fil métallique qu'il contient. Si ingénieux soit-il, ce système présente des aléas. En effet, la température extérieure a une incidence sur la corrosivité de l'acide et provoque d'énormes variations par rapport aux données théoriques fournies. Pour cette raison, les saboteurs disposent de tables de corrections indiquant les différents retards en fonction des températures. Par exemple, le crayon allumeur qui a le plus court retard se déclenchera au bout de dix minutes si la température est de 32 °C mais au bout d'une heure s'il fait 0 °C.

Conçu lui aussi par le SOE, le **fog signal** ou **signal de brume** est un allumeur par pression utilisé essentiellement pour le sabotage ferroviaire qui s'intensifie en France à partir de 1943. Discrète, facile et rapide à poser sur le rail grâce à un clip métallique, cet allumeur est relié par une mèche rapide à plusieurs pains de plastic, le plus souvent plaqués sur l'intérieur du rail. La mise à feu des charges est déclenchée par le passage de la première roue de la locomotive sur l'allumeur. Les saboteurs placent les charges très en amont du **fog signal** afin que l'explosion se produise après le passage de la locomotive pour épargner la vie du conducteur et du chauffeur.

La formation et le rôle des saboteurs du BCRA

L'emploi de ce matériel nécessite une formation très poussée qui n'est pas à la portée de tout le monde. Même s'il n'y a pas de portrait type du saboteur, celui-ci doit avoir certaines qualités comme une grande maîtrise de soi, le sens de l'improvisation mais aussi de l'organisation...

Après avoir réussi des épreuves physiques et intellectuelles, les volontaires du BCRA sont formés durant 3 à 4 mois par des instructeurs britanniques

aguerris dans des *Special Training Schools* disséminées en Angleterre.

La formation des futurs saboteurs comprend la connaissance et la mise en œuvre des explosifs pour en tirer le meilleur rendement en fonction des circonstances. Une part importante des cours porte sur des éléments essentiels à la réussite d'une opération comme les règles de sécurité de la vie clandestine, le choix de l'objectif, l'utilisation des meilleurs itinéraires pour l'atteindre et en repartir ou bien encore l'exploitation de renseignements de dernière minute... Le tout étant validé par des exercices pratiques sur le terrain simulant des situations déjà rencontrées.

Ces agents très qualifiés sont parachutés en France en général dans des régions qu'ils connaissent bien où ils peuvent bénéficier de complicités. En liaison avec la Résistance locale, l'instructeur-saboteur constitue et forme des équipes chargées d'exécuter les sabotages prévus par l'État-major allié. Des équipes du BCRA sont ainsi envoyées à partir du deuxième semestre 1943 pour exécuter des missions spéciales de sabotage⁽²⁾. Beaucoup d'entre elles, comme les missions Armada I et II, sont conçues pour éviter des bombardements alliés sur des objectifs situés dans des agglomérations et dont la destruction ne pouvait qu'entraîner des pertes dans la population civile. En dehors des objectifs précis le saboteur agit en profitant d'opportunités comme, par exemple, la présence d'un convoi de carburant ou encore d'un train chargé de munitions.

Le sabotage s'intensifie ensuite dans le cadre de la mise en place de plans de sabotage par les Alliés qui sont exécutés par la Résistance française lors du débarquement de Normandie. Dans la mémoire collective le saboteur deviendra comme le maquisard un symbole de la lutte clandestine, dont le *Chant des partisans* louera l'action. ●

Frantz Malassis

(1) Si cet explosif est employé dans 80 % des opérations, d'autres explosifs sont aussi utilisés comme la gélinite, le 808, la mélinite, le TNT...

(2) Cf. Sébastien Albertelli, *Histoire du sabotage. De la CGT à la Résistance*, Perrin, 2016.

En couverture: En réponse à l'annonce de la loi du STO, le journal clandestin *Libération* (zone Sud) n°25 du 1^{er} mars 1943 appelle à saboter « la conscription des esclaves d'Hitler » (coll. Fondation de la Résistance). Réfractaires au STO au camp de Bouvante-le-Haut (Drôme), sans date (Coll. J-P. Pérazio).



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

La Résistance face au Service du Travail Obligatoire

- La Résistance face au Service du Travail Obligatoire p. I à V
Par Raphaël Spina
- La guerre des ondes contre le STO p. VI
Par Raphaël Spina
- Yves Farge (1899-1953), saboteur en chef du STO p. VII
Par Raphaël Spina
- Les photographies de la manifestation contre le STO à Romans-sur-Isère p. VIII
Par Frantz Malassis

Histoire d'objets de la Résistance.....p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie..... p. 4 et 6
- Activités du département AERI p. 7
- Activités du département documentation et publications p. 8

Les activités de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance..... p. 5

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication : Gilles Pierre Levy, Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef : Frantz Malassis.
Comité de rédaction : Fabrice Bourrée, Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Hélène Staes.
Contributeurs : Jean Novosseloff, Raphaël Spina.
Fichier des abonnés : Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression : humancom - 2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 96 : 5,50 €
Commission paritaire n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal : mars 2019

Il y a 75 ans, le 15 mars 1944, était adopté en pleine occupation le programme du Conseil national de la Résistance. Ce texte fondateur a servi de matrice aux réformes sociales et économiques mises en œuvre en France à la Libération par le Gouvernement provisoire de la République française avec le soutien de la quasi-totalité des tendances politiques. Tout est en germe dans ce texte diffusé à l'époque en Métropole dans la presse clandestine et sous la forme de petits opuscules portant sur leur couverture le titre prometteur : *Les jours heureux*. Ce programme né dans la clandestinité a été la base d'un consensus national durable pour la société française dans son ensemble.

Aujourd'hui, ce texte demeure pour nous très inspirant. Si ses messages ont été élaborés dans un contexte spécifique, son esprit doit encore nous guider. En effet, ce consensus recherché par toutes les composantes de la Résistance française réunies au sein du parlement clandestin que fut le Conseil national de la Résistance doit demeurer aujourd'hui une source d'inspiration dans les domaines politiques, économiques ou social pour tous les citoyens et les responsables politiques en charge de l'avenir de la Nation.

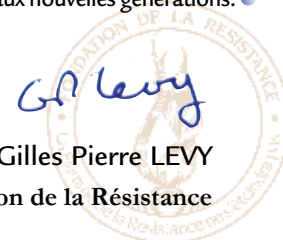
Pour célébrer cet esprit de concorde né dans les heures les plus sombres de notre histoire, je vous invite à participer avec la Fondation de la Résistance à la Journée nationale de la Résistance. Le 27 mai prochain⁽¹⁾, pour commémorer l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil national de la Résistance, la Fondation de la Résistance présidera comme chaque année la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu. La Fondation y présentera symboliquement plusieurs drapeaux qui lui ont été confiés par des associations issues de la Résistance lors de leur dissolution.

Au cours de cette journée, place de la République à Paris nous tiendrons également un stand présentant nos différentes activités, qu'elles touchent aux domaines de la recherche, de la pédagogie, de la Mémoire et de la diffusion de ces connaissances par nos publications ou de nos sites internet historiques. Cette nouvelle occasion sera pour nous un moyen de mieux nous faire connaître auprès du grand public parisien.

Toutes ces actions que nous menons au quotidien depuis plus de 25 ans au sein de notre Fondation nécessitent des moyens financiers qui sont de plus en plus difficiles à réunir de nos jours. C'est pourquoi j'appelle tous ceux qui le peuvent à soutenir nos actions par un don, un legs, un abonnement de soutien à notre revue⁽²⁾. Vos soutiens, même les plus modestes, sont pour nous très précieux car ils témoignent de votre volonté de nous voir poursuivre les missions assignées par nos fondateurs pour que le sens de leurs engagements d'alors soit transmis aux nouvelles générations. ●



Le mot du Président



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

(1) Rendez-vous à 17h30 heures sous l'Arc de Triomphe.

(2) Voir le bulletin détachable qui vous permet de vous abonner à notre revue et de faire un don ou un legs.

Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) 2019-2020

Sous l'autorité de M. l'Inspecteur général de l'Éducation nationale Tristan Lecoq, le CNRD 2019-2020 aura pour thème :

« 1940 ENTRER EN RÉSISTANCE. COMPRENDRE, REFUSER, RÉSISTER ».

La Fondation de la Résistance, fidèle à la mission que lui a confiée la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance, préparera la brochure pédagogique correspondant à ce thème. Elle sera élaborée avec de nombreux partenaires comme la DGESCO, la DPMA, les musées, les fondations, les associations et les centres d'archives.

Activités du département recherche et pédagogie

Le 23 novembre 2019, au lycée Valéry Larbaud de Cusset, une première série de conférences étaient données sur le thème : « Les acteurs de la Résistance vus par les historiens d'aujourd'hui ».

De gauche à droite : Michel Promérat, président du CIERV aux côtés de Fabrice Grenard, Frantz Malassis et Hélène Staes de la Fondation de la Résistance.



© CIERV



© CIERV

La Fondation de la Résistance aux troisièmes rencontres du CIERV à Vichy les 23 et 24 novembre 2018

Depuis deux ans la Fondation de la Résistance renforce ses liens à destination de la province où la mémoire de la Résistance est encore aujourd'hui très vive. Ces manifestations lui permettent de faire connaître ses activités à un large public.

Le Centre international d'études et de recherches sur Vichy (CIERV), présidé par Michel Promérat, IA-IPR honoraire, organise depuis trois ans à Vichy des journées d'études annuelles consacrées à l'histoire de la période de l'Occupation en France afin que le sujet cesse d'être tabou dans la ville qui a servi de capitale à l'État français entre 1940 et 1944. Pour permettre d'atteindre l'assistance la plus large possible, ces journées s'articulent en deux moments. Une première série de conférences, avec une visée plus pédagogique, a d'abord lieu le vendredi devant les élèves d'un lycée de l'agglomération de Vichy tout en étant ouvertes à l'ensemble du public. Elles sont suivies le samedi par d'autres conférences, plus spécialisées. Plusieurs historiens de renom, comme Jean-Pierre Azéma, Jean-Pierre Rioux, Henry Rousso, Olivier Wiewiorka, ont participé à ces journées du CIERV depuis leur création.

Un état des lieux de l'historiographie

En 2018, le CIERV a choisi de s'associer avec la Fondation de la Résistance pour que le thème de ces rencontres annuelles porte spécifiquement sur les questions liées à l'histoire de la Résistance. Toute l'équipe de la Fondation s'est mobilisée pour

que ces journées soient une réussite. Animées par Fabrice Grenard, Frantz Malassis et Hélène Staes, les conférences du vendredi 23 novembre se sont tenues au lycée Valéry Larbaud de Cusset⁽¹⁾. Elles ont permis de dresser un état des lieux de l'historiographie de la Résistance, de montrer, à partir de l'exemple de Défense de la France, comment la création d'un journal clandestin entraîne le développement d'un mouvement, de présenter enfin les principales ressources de la Fondation, notamment le Musée de la Résistance en ligne, mais aussi les ressources en ligne de ses différents partenaires.

La complexité et les ambivalences de la Résistance

Les conférences⁽¹⁾ du samedi 24 novembre organisées dans le salon d'honneur de l'Hôtel de Ville ont été introduites par des discours de Frédéric Aguiléra, maire de Vichy, de Michel Promérat, président du CIERV et du préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance. Elles ont permis d'aborder les questions portant sur la complexité et les ambivalences du phénomène résistant. Robert Gildea (professeur à l'université d'Oxford) est revenu à partir de nombreux exemples concrets sur le sens de l'engagement

résistant. Bénédicte Vergez-Chaignon (docteur en Histoire et auteur de nombreux ouvrages sur la période) a évoqué ce qu'il est convenu d'appeler les « vichysto-résistants », même si le terme fait débat au sein de la communauté scientifique. Catherine Lacour-Astol (IA-IPR académie de Lille) et Tiphaine Catalan (doctorante à l'université de Paris VIII) ont présenté leurs travaux respectifs sur le rôle des femmes et des étrangers (plus particulièrement des Républicains espagnols) dans la Résistance.

Tout au long de ces deux journées, la Fondation de la Résistance a pu diffuser ses publications (*Lettres et Cahiers de la Fondation*, *Guide du détenteur d'archives*) grâce à un stand mis à disposition. Cette manifestation a rencontré un très grand succès avec plus de 200 personnes présentes à chacune des deux journées. Elle a permis de montrer que l'histoire de la période de l'Occupation ne se résumait pas à la seule collaboration ou à l'attentisme de la population, y compris dans la capitale de l'État français, où des activités résistantes ont aussi pu se développer entre 1940 et 1944. ●

Fabrice Grenard

(1) L'ensemble des conférences feront l'objet d'une publication de la part du CIERV.

Un cycle de films sur la Résistance à Paris

Depuis plusieurs années, tous les jeudis soirs, dans le cadre d'un cycle intitulé « Tribune libre », le cinéma le Saint-André des Arts (30, rue Saint-André des Arts - Paris VI^e) permet aux spectateurs de découvrir des films sur des thèmes variés : l'écologie, l'éducation, la résistance, l'argent et le pouvoir, et d'en discuter avec un intervenant. Le cinéma s'est associé cette année à la Fondation de la Résistance pour organiser un cycle de projections de films sur la Résistance entre janvier et mai 2019. La programmation établie permet d'évoquer à travers une série de cinq films la Résistance sous ses diverses formes ainsi que la façon dont quelques-uns des plus grands réalisateurs ont pu s'emparer de cette thématique, à la fois sur un plan historique mais aussi esthétique. La première séance de ce cycle s'est tenue le 17 janvier en présence d'une cinquantaine de spectateurs avec la projection du film de Robert Bresson *Un condamné à mort s'est échappé*, suivi d'un débat animé par Antoine Grande et Mylène Bresson. Le 21 février a eu lieu la projection du film de Jean-Pierre Melville, *L'armée des ombres*, en présence de Laurent Douzou. Les trois prochaines séances sont programmées le 21 mars à 20h30 (*Le jour et l'heure* de René Clément en présence de Fabrice Grenard et de Marie-France Montel), le 18 avril à 20 h (*L'armée du crime* en présence du réalisateur Robert Guédiguian), le 16 mai 2019 à 20 h (*Laissez-passer* de Bertrand Tavernier, en présence de Tanguy Perron). La Fondation de la Résistance et le Saint-André des Arts, aidés par des partenaires fidèles, assurent une large communication pour attirer un public nombreux.

La Résistance face au Service du Travail Obligatoire



Réfractaires au STO au camp de Bouvante-le-Haut (Drôme), sans date.

La Résistance face au Service du Travail Obligatoire

Par Raphaël Spina, agrégé et docteur en histoire, PRAG à l'université d'Aix-en-Provence.

Auteur d'une thèse remarquée sur le STO en France, publiée aux éditions Perrin et ayant reçu le prix Histoire 2017 de la Fondation Stéphane Bern, Raphaël Spina revient sur le tournant qu'ont constitué pour la Résistance les réquisitions de main-d'œuvre opérées au titre de la loi du 4 septembre 1942 et du 16 février 1943. Au-delà des campagnes menées par la Résistance pour dénoncer le STO et appeler les jeunes Français à ne pas partir en Allemagne, il évoque aussi les actions entreprises par les résistants pour tenter de «saboter» le STO.

« Qu'aurait été la Résistance sans le STO ? », s'interroge Charles d'Aragon dans ses mémoires : « Il n'est pas de mouvement qui ne doive beaucoup à son contraire. Celui dont je parle en fournit un frappant exemple. Laval s'en fit le pourvoyeur en rendant, au mois de septembre 1942, le travail en Allemagne obligatoire pour certaines catégories de Français. Ainsi nous assura-t-il le concours des tièdes et des isolés⁽¹⁾. »

Après ses victoires-éclaircies initiales, l'Allemagne nazie est assurée de perdre la guerre à partir du moment où le conflit s'installe dans la durée et se fait planétaire. Comme prédit dès juin 1940 par le général de Gaulle, la coalition alliée excède très largement le Reich en ressources humaines et matérielles. En décembre 1941, après Pearl Harbor, chacune des trois composantes majeures de la Grande Alliance, Empire britannique, Union soviétique et États-Unis, produit séparément plus d'armes que l'Allemagne. Pourtant, le Reich réussit

à tenir jusqu'en mai 1945, notamment grâce au pillage de l'Europe occupée et, à partir du printemps 1942, au transfert forcé de plus de 8 millions de travailleurs pour remplacer les millions d'Allemands mobilisés dans la Wehrmacht. Bien entendu, la Résistance s'est engagée d'emblée contre le recrutement de volontaires, puis a fortiori contre les départs forcés.

La Résistance contre le volontariat (1940-1942)

Dès 1940, les Allemands font de la propagande en zone Nord pour recruter des volontaires. Le succès est maigre, le plus bas d'Europe occidentale en proportion de la population : en quatre ans, seuls 250 000 Français partent de leur plein gré outre-Rhin, dont 70 000 femmes. Unanimement méprisés des contemporains, ce sont souvent des marginaux

SOMMAIRE

- La Résistance face au Service du Travail Obligatoire p. I à V
Par Raphaël Spina
- La guerre des ondes contre le STO p. VI
Par Raphaël Spina
- Yves Farge (1899-1953), saboteur en chef du STO p. VII
Par Raphaël Spina
- Les photographies de la manifestation contre le STO à Romans-sur-Isère p. VIII
Par Frantz Malassis

sociaux, des ouvriers sans qualification, des filles-mères, des femmes et des étrangers renvoyés de leur travail par les lois de Vichy. Dans ce pays casanier et sans tradition d'émigration, peu de gens ont envie d'aller chez l'ennemi héréditaire et occupant actuel, dont on ignore généralement la langue et la culture. La Résistance n'a aucun mal à assimiler les départs volontaires à un acte antipatriotique.

Le 11 novembre 1940, l'équipe française de la BBC diffuse sa première émission contre les départs volontaires en Allemagne. De son côté, le Parti communiste, malgré le pacte germano-soviétique, est en première ligne pour dénoncer ces recrutements de travailleurs. Après avoir appelé à la reprise du travail début juillet 1940, sa presse clandestine se reprend et dénonce dès l'été les pressions sur les chômeurs comme du « travail forcé ». En octobre 1941, un tract prophétise leur « déportation » en Allemagne. Le Parti organise des manifestations au départ de certains trains de volontaires, comme à Saint-Denis en octobre 1940 et au Havre en mars 1941. Le commandement militaire allemand en France (MBF) ne cache pas le tort que la contre-propagande communiste fait au recrutement. S'y ajoute celle des radios alliées, jointe au mépris social généralisé envers les volontaires : ils sont fréquemment insultés, menacés ou mis en quarantaine dans leur entreprise, leur quartier, leur commune. Maladroite et constamment sur la défensive, la propagande des recruteurs doit démentir en permanence les « bobards » sur la vie malheureuse des volontaires en Allemagne, et les citer sans cesse pour réfutation, en leur faisant ainsi de la publicité. C'est avouer aussi tacitement que l'opinion n'est pas dupe.

Des chômeurs préfèrent encore être radiés des listes et des secours que signer un contrat pour l'Allemagne ou pour l'organisation Todt, chargée de fortifier la côte atlantique. Même des volontaires fréquemment déçus sont les premiers à devenir contestataires en Allemagne, à s'évader, à se cacher pendant une permission en France pour ne pas repartir, à dissuader les autres de partir à leur tour... En un sens, ils sont aussi les premiers réfractaires. En

Allemagne, plus d'un finit en prison ou en camp de concentration pour petite délinquance, désobéissance, démonstration patriotique ou sabotage, en particulier lorsqu'au printemps 1942 ils sont retenus de force malgré l'expiration de leur contrat. Mais en 1945, le volontariat est déclaré en bloc « contraire à l'esprit de la Résistance française » : même un volontaire déporté ou auteur d'authentiques actes de refus en Allemagne ne sera jamais reconnu ni indemnisé.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, coupé du reste de la France et dirigé depuis Bruxelles, des rafles brutales de main-d'œuvre sont organisées dès 1940-1941, comme en 1914-1918. La censure les cache au reste du pays. Le 15 avril 1941, *La Voix du Nord*, journal clandestin du mouvement éponyme, dénonce ces exactions, tout comme les pressions surnoises pour pousser au « volontariat ». Mais elle ne peut que conseiller aux habitants de ne pas répondre aux convocations, et de protester par oral ou écrit. Et malgré ces exactions localisées, peu de gens imaginent encore, même au sein de la Résistance ou du MBF, que le *Reich* puisse un jour passer à la réquisition forcée, au mépris du droit international.

La Résistance contre la Relève (1942)

Le 21 mars 1942, le *Gauleiter* de Thuringe Fritz Sauckel est nommé plénipotentiaire au recrutement de la main-d'œuvre. En deux ans et demi, il transfère en Allemagne plus de huit millions de travailleurs forcés de toute l'Europe, Soviétiques et Polonais en tête, dont des femmes et des enfants, quitte à encourager partout les fuites massives vers les maquis. Il s'intéresse particulièrement à la France, son premier réservoir de main-d'œuvre qualifiée, et son troisième fournisseur de main-d'œuvre en valeur absolue. Le 12 mai, Pierre Laval anticipe les demandes allemandes en proposant de lui-même de la main-d'œuvre française par une lettre à Joachim



Archives de la Préfecture de Police de Paris

18 juillet 1942, attentat de la Résistance contre l'office de placement allemand du 10, rue Saint-Antoine à Paris.

von Ribbentrop, ministre nazi des Affaires étrangères, au nom de la lutte contre le bolchevisme. Tout en sachant que le volontariat ne sera jamais suffisant, et qu'il faudra passer à la coercition, Laval convient avec Sauckel d'un détour par la Relève volontaire : trois ouvriers spécialistes partiront en Allemagne pour faire revenir un paysan prisonnier. Cette décision ne manquera pas de semer le trouble dans les esprits, d'aggraver les contentieux anciens entre les groupes sociaux ou entre maintes familles, et de saper la cohésion et la résilience des Français.

Le 22 juin 1942 à 20 heures, Pierre Laval annonce la Relève dans un discours radiodiffusé, tout en précisant : « *Je souhaite la victoire de l'Allemagne, parce que sans elle, le bolchevisme s'installerait partout.* » Dès 21 h 15, sur la BBC, Maurice Schumann lui répond : « *on n'avait jamais vu dans l'Histoire un Judas doublé d'un maître-chanteur et triplé d'un négrier.* » Toute la Résistance communique dans le rejet puissant et immédiat des départs en Allemagne. Jamais il n'y a d'hésitation à leur sujet, au contraire d'autres questions comme la personne du maréchal Pétain, son programme intérieur, le sort des Juifs, ou la lutte armée. La Résistance, entrée dans l'Histoire par l'appel gaullien du 18 juin 1940, reçoit involontairement un nouvel élan avec le discours de Laval du 22 juin 1942. Dès lors, sa campagne contre le travail en Allemagne devient quotidienne et prioritaire. C'est au point que la Résistance interprète bien à tort les grandes rafles antijuives de l'été 1942 comme une volonté des Allemands de compenser la médiocrité du recrutement des travailleurs, comme une répétition générale des rafles qui attendraient les ouvriers français, comme un avertissement lancé à ces derniers (2)...

Le 14 juillet, dans 32 villes de zone Sud, des manifestations à l'appel de la Résistance, très suivies, conspuent la Relève. À Paris, sept attentats ciblent les bureaux d'embauche pendant l'été. En province, plus d'un voit ses vitres brisées, ses affiches lacérées, tandis que des slogans anti-Relève sont badigeonnés. Les jeunes corps francs de la Résistance font de ces offices une cible de choix pour leurs premiers attentats au plastic. C'est aussi que l'opinion n'y voit aucun

inconvenient, alors qu'elle n'admettait pas encore qu'on vise une préfecture, comme le rappelle Charles d'Aragon. Le 29 juillet, Jacques Renouvin, fondateur des groupes francs de Combat, organise une « kermesse » qui détruit à la même heure les offices de placement allemands (OPA) de huit villes de zone Sud. Le but est d'effrayer et de dissuader, sans blesser ni tuer. Dans l'automne, Libération-Sud démolit pareillement les bureaux de Saint-Étienne et de Grenoble. Et dans la nuit du 2 au 3 novembre, Franc-Tireur fait exploser 11 kiosques, boutiques collaborationnistes et bureaux de recrutement en zone Sud, dont celui de la ville de Vichy elle-même. Le risque n'est pas inexistant. Le 4 septembre, après avoir fait sauter la porte de l'office de placement allemand de Montluçon, deux jeunes poseurs de bombe imprudents se font capturer alors qu'ils se promènent tranquillement en ville en attendant leur train pour Clermont ; il s'ensuit 19 arrestations de jeunes militants du mouvement Combat à Montluçon et Lyon. En zone occupée, après la destruction du bureau de recrutement de Rennes et autres locaux symbolisant la collaboration, les Allemands fusillent 25 résistants communistes sur la butte de la Maltière, le jour de Noël.

La Résistance contre le premier STO : un dur et vaste défi (automne-hiver 1942)

Les 50 000 départs de l'été étant insuffisants, Pierre Laval passe comme prévu à la réquisition forcée : la loi du 4 septembre 1942 permet de désigner d'office les partants, ouvriers en tête. Fait exceptionnel, quatre ministres refusent initialement de la signer, dont Jacques Le Roy Ladurie (Agriculture), qui démissionne le 11 et rejoint ultérieurement la Résistance. Le journal clandestin *Valmy* stigmatise le « *Travail forcé loin de la Famille contre la Patrie* » tandis qu'à la BBC, Maurice Schumann parle de la « *Famille dispersée par le Travail forcé pour la Patrie d'Adolf Hitler* ».

Si Vichy, discrédité, s'avère incapable de limiter les exigences allemandes, il sait les satisfaire : entre octobre 1942 et février 1943, la loi fait partir plus de 250 000 travailleurs. La Résistance n'est pas prête à affronter un défi pareil : elle n'a pas d'alternative matérielle à offrir aux milliers d'ouvriers qui chaque jour prennent le train à contrecœur. Et beaucoup de requis ne sont également pas prêts à se cacher



Archives nationales/ 72AJ cote 1413.

Sur cette affiche, cet ouvrier « modèle » invite ses camarades à faire comme lui et à le rejoindre en Allemagne dans le cadre de la Relève.

en laissant leurs familles sans ressources, ou au risque de faire requérir à leur place un camarade de travail plus âgé, ancien combattant et père de famille. Dans les usines, les débrayages de protestation sont généralement brefs et symboliques. Les refus de signer son contrat de travail, les huées envers les propagandistes, les graffiti, les manifestations en gare, les chants séditionnels au départ des trains, servent surtout à montrer qu'on part de force, et à se démarquer des volontaires honnis. Le légalisme reste ancré dans les esprits; d'autant que fait exceptionnel en Europe occupée, c'est l'État qui exile légalement ses propres citoyens, pas une ordonnance de l'occupant. On ne sait comment survivre sans papiers d'identité et tickets d'alimentation, et la peur reste grande. Les départs sont d'ailleurs proportionnels à la densité de la présence allemande. Le témoignage de Serge Ravanel, responsable du mouvement Libération-Sud, est à ce titre éclairant: « *L'obligation du service militaire, avec la peur du gendarme à la clé, était bien ancrée dans les mentalités [...]. Les familles étaient à la fois terrorisées à l'idée que leur enfant parte en Allemagne et angoissées par le déshonneur encouru s'il ne répondait pas à l'appel. [...] Refuser était tellement contraire aux mœurs qu'on osait à peine nous écouter. Bien souvent, nos messagers étaient mis à la porte sans ménagement* »⁽³⁾.

Peu songent encore à aller faire vivre les réfractaires dans les bois, surtout en plein hiver. De surcroît les campagnes sont réputées (non sans excès) être pétainistes et désireuses de voir leurs prisonniers rentrer, fût-ce grâce à la Relève. Fin 1942, les premiers petits maquis apparaissent, mais ils sont fragiles, éphémères. Les rares appelés à subsister passent évidemment encore inaperçus de la population, dont ceux de Robert Leblanc en Normandie ou d'Henri Romans-Petit dans l'Ain. Avant de devenir le camp n° 1 du maquis du Vercors, la ferme d'Ambel sert également de refuge à partir de décembre 1942 à des travailleurs requis au titre de la loi du 4 septembre. Les départs les plus nombreux se produisent par ailleurs en zone Nord, la plus industrielle et la plus peuplée: mais c'est aussi celle où la Résistance est la moins coordonnée et la moins financée par Londres – encore en mai 1943, Jean Moulin verse quatre fois plus d'argent aux mouvements de zone Sud qu'à ceux de zone Nord. Aussi est-ce spontanément, hors mots d'ordre de la Résistance, qu'éclatent les principales grèves de protestation. Entre le 10 et le 20 octobre 1942, le mouvement de grève qui secoue Nantes voit la municipalité démissionner par solidarité. Puis dans la région lyonnaise du 15 au 21 octobre 1942, un vaste mouvement parti des dépôts SNCF d'Oullins amène Vichy à reculer et à relâcher les grévistes arrêtés. Dans la Loire, à Firminy, dans les premiers jours de 1943, le préfet parvient à briser la grève, mal coordonnée.

Le mouvement parti d'Oullins (12 000 grévistes) a un retentissement international. Le 15 octobre 1942, appelant à l'extension de la grève, le tout premier tract unitaire de la Résistance est signé par le Parti communiste. Pour la première fois, un parti politique

signe aux côtés des mouvements. Pour Pierre Brossolette, le colonel Passy ou Henri Frenay, c'est de ce jour, à leurs yeux funeste, que commencent la politisation de la Résistance et la remise en selle des partis. Dans l'immédiat, des résistants (Daniel Cordier, Raymond Aubrac, Pascal Copeau) rêvent tout haut que le mouvement débouche sur une insurrection générale. Mais les syndicalistes chevronnés (Robert Lacoste) redoutent un aventurisme périlleux, et ne veulent pas voir des militants politiques dicter leur ligne de conduite au mouvement syndical clandestin. Ils savent que les mouvements méprisent autant les syndicats que les partis, et qu'ils aimeraient bien les voir disparaître, ou du

Franc-Tireur l'imitent, et la fusion engendre l'Action Ouvrière des Mouvements Unis de la Résistance (MUR), dirigée par Maurice Kriegel-Valrimont et Victor Leduc. Dotée du journal *Action*, elle étend peu à peu son activité à la zone Nord.

Le 6 janvier 1943 en gare de Montluçon, c'est cette fois à l'appel de la Résistance gaulliste et communiste que la population retarde le départ d'un train de requis. Mais beaucoup ont refusé initialement de descendre, et la plupart sont repris dans la nuit et remis au train le lendemain.



Tract «Travailleurs! Sabotage, Résistance, Grève.» (10,5 X 9 cm)

Ce tract est signé de deux mouvements de zone Sud, l'insurgé et Combat, aux positions politiques assez divergentes. Unis dans la lutte contre les réquisitions de main-d'œuvre, leur mot d'ordre aux travailleurs est sans détour: « Sabotage. Résistance. Grève. » Ces formes d'actions montrent combien la Résistance se radicalise. Dans leur logique, le refus de partir en Allemagne amènera le régime de Vichy à « employer la Force » et à se dévoiler comme un gouvernement collaborationniste et répressif.

Convocation devant la commission médicale du STO du canton de Saint Jean de Maurienne (Savoie) datée du 27 février 1943.

Les jeunes requis acceptent dans leur grande majorité de satisfaire cette visite médicale, car ils peuvent éventuellement obtenir un certificat les dispensant du STO pour raisons diverses. Certains de ceux qui refusent de partir en Allemagne basculent dans la clandestinité entre cette visite et la date du départ, mais n'ont que deux ou trois jours pour se décider et trouver un moyen.

moins se les subordonner et les réduire à une force d'appoint.

Jean Moulin, soutenu par les syndicalistes, empêche d'autorité toute consigne trop risquée de radicaliser et généraliser le mouvement. Il propose de fonder en zone Sud des Bureaux de Résistance Ouvrière (BRO), qui réuniraient à la fois partis, syndicats et mouvements, sous la houlette du Mouvement Ouvrier Français (MOF) et de son ami le journaliste lyonnais Yves Farge, un indépendant apprécié de tous. Les BRO fourniraient une aide matérielle aux réfractaires, provisoire car Moulin n'a pas les moyens de les transformer en « retraités de la Relève ». Cette première tentative de résistance unifiée au STO reste mort-née: le MOF se révèle un simple groupe de notables syndicaux sans troupes, hors d'état d'assumer le rôle proposé. La lutte se fait alors en ordre dispersé. Le mouvement Combat d'Henri Frenay, poussé par ses militants ouvriers (plus nombreux qu'on ne le croit), crée l'Action Ouvrière, qui doit installer en usine l'équivalent des cellules du PCF. Libération et

La deuxième loi du STO (février 1943): crise à la base et au sommet

Le 16 février 1943, suite aux nouvelles exigences allemandes, une deuxième loi plus célèbre réquisitionne cette fois tous les jeunes gens nés entre le dernier trimestre 1919 et fin 1922. Les ouvriers n'ont plus le monopole de la réquisition. Et en six semaines partent 165 000 personnes, un exode sans précédent dans l'histoire nationale.

Sur le coup, la saignée affaiblit et déconsidère la Résistance. Beaucoup de militants sont débordés, découragés, ou obligés de répondre eux-mêmes à une réquisition. D'autres doivent se cacher précipitamment ou prendre le maquis, au risque de perdre contact avec leur mouvement, au moins provisoirement. La Résistance, angoissée, prévient Londres que le STO risque de la vider de ses troupes: il puise dans ses deux principaux viviers, les jeunes et les ouvriers. Et l'opinion reproche vivement aux Alliés, à de Gaulle

Bibliothèque nationale de France. C1476 (III-2) fo 85

Département de la Savoie, Archives départementales, [1362W/33]



© Musée de la Résistance, Ville de Limoges.

Dans la nuit du 12 au 13 mars 1943, le chef communiste Georges Guingouin fait sauter le viaduc de Bussy-Varache (Haute-Vienne) sur la ligne de chemin de fer entre Eymoutiers et Limoges où devait passer un train de requis. Une photographie de cet exploit sera reproduite dans le journal clandestin *Combat* n° 44 du 15 mai 1943 sans pour autant le dater ni attribuer le sabotage à ce groupe armé.



Mémorial de la Shoah, CDLXX 94-4

Cette affiche publiée après la Libération par la Résistance juive évoque l'exécution de Julius Ritter.

Le colonel SS Julius Ritter, sous les ordres directs de Fritz Sauckel, était responsable pour la France de l'application des plans du STO. Il a été exécuté, le 28 septembre 1943, à Paris, par un commando appartenant aux Francs-tireurs et partisans-Main d'œuvre immigrée qui ignorait cependant son identité.

En plus de rendre hommage aux trois membres du commando Celestino Alfonso, Marcel Rayman et Spartaco Fontanot, fusillés au Mont Valérien le 21 février 1944, cette affiche rend compte de l'écho de cet événement dans la presse officielle et clandestine d'alors.

et aux clandestins leur passivité supposée, en tout cas leur incapacité à empêcher la «déportation». Certes, les 9 et 10 mars à Romans-sur-Isère, toute la Résistance, gaullistes, communistes et catholiques coalisés, appelle avec succès la population à la grève générale et au blocage des voies: mais le départ du train est tout au plus retardé de quelques heures (**voir page VIII**). D'autres manifestations très suivies ce même mois, notamment à Lannemezan (Hautes-Pyrénées), Mazamet (Tarn) ou Saint-Claude (Jura), ne parviennent pas davantage à enrayer le flot des départs. Du reste, les Allemands se gardent habilement de réprimer ces défouloirs sans conséquence. En Haute-Vienne, la nuit du 13 mars, le chef communiste Georges Guingouin fait sauter le viaduc de Bussy-Varache, à la veille d'un départ: mais c'est plus pour galvaniser les refus que par espoir sérieux de bloquer le trafic – le convoi du STO n'a qu'à faire un détour. Encore le 1^{er} mai 1943, la première manifestation nationale unitaire de la Résistance, dirigée contre le STO, est un fiasco, car elle survient à un moment de creux des départs, et sans lien avec un convoi local spécifique.

Enfin, sans que nul ne l'ait prévu ni souhaité, des milliers de jeunes réfractaires gagnent spontanément les forêts et les montagnes, notamment en Haute-Savoie. Dans la première quinzaine de mars, le mot «maquis» entre dans le langage courant. Le phénomène devient un enjeu reconnu et majeur, comme le soulignera Claude Bourdet. *«À cette époque, le mythe de la Résistance avait pris corps. Ceux qui n'en faisaient pas partie s'imaginaient qu'il s'agissait d'une organisation puissante. Les jeunes qui arrivaient dans les campagnes et les forêts s'attendaient à être pris en charge; bientôt ils allaient réclamer des armes. Les appels de nos chefs de région et de département se faisaient de plus en plus angoissés⁽⁴⁾.»*

À Londres du 15 février au 19 mars 1943, Jean Moulin ne prend pas conscience tout de suite du drame qui se joue en métropole. Seul à Lyon et tenant les cordons de la bourse, son secrétaire Daniel Cordier se voit vivement pris à partie par les chefs des MUR, Frenay et d'Astier en tête car les jeunes maquis ont un besoin d'argent démultiplié, urgent et vital. Leur colère déçue lorsqu'ils apprennent que pour raisons techniques, les versements de mars ne vont pas être augmentés. De désespoir, et pour mettre Londres au pied du mur, Frenay et d'Astier lancent une circulaire conjointe ordonnant l'insurrection générale contre les départs. Cependant, Georges Bidault ou Jacques Baumel, secrétaire général des MUR, se gardent bien de faire appliquer cette consigne de fuite en avant.

Le 12 mars, au 5 rue de l'Hôtel-de-Ville à Lyon, Cordier se retrouve «*lapidé moralement*» lors d'une réunion générale, où même son ami Farge menace de le renier. Il va prendre sur lui de donner 800 000 francs pour les réfractaires, quand un message de Moulin l'autorise enfin à augmenter les versements, sans toutefois saisir encore que le STO imposerait un complet changement d'échelle. Le délégué général tente aussi d'obtenir un premier parachutage d'armes par la *Royal Air Force* en Haute-Savoie, prévu pour la nuit du 14 au 15 mars. Mais celui-ci n'a pu être effectué dans de bonnes conditions, témoignant de la difficulté de réaliser ce genre de parachutage au-dessus des Alpes et de réceptionner les armes alors que les

résistants manquent de moyens. Et ce n'est qu'au printemps et à l'été 1944 que l'armement de la Résistance devient partie intégrante de la stratégie alliée, et que les envois d'armes se font les plus massifs.

Encore en avril-mai 1943, la tentation de Frenay d'accepter l'aide financière américaine pour financer les maquis en échange de renseignements (affaire de l'«antenne suisse») provoque un ultime conflit avec Moulin. Ce dernier redoute aussi que l'apparition des maquis remette en question la séparation du politique et du militaire qu'il a eu tant de mal à imposer. Et qu'ils constituent une Armée Secrète-bis ne dépendant pas du général Vidal-Delestraint, mais de Frenay, qui en prendrait le contrôle via le Service National Maquis qu'il a fondé à Pâques 1943⁽⁵⁾.

Le maquis, enfant non voulu du STO

Sur près de 250 000 réfractaires au STO, seuls 40 000 à 50 000 rejoignent les maquis; un dixième se cachent à domicile, les trois quarts dans des fermes. Des filières montées ou reprises par la Résistance se chargent souvent d'amener le jeune dans une ferme complice, avec l'aide des notables locaux (maire, curé, instituteur), et de leur fournir les faux papiers. La Résistance sait bien que le maquis seul n'aurait jamais les moyens d'absorber une telle masse. Et personne au sein de la Résistance n'a voulu la naissance des maquis. Il n'existe pas de précédents historiques, en tout cas pas à l'échelle nationale, ni dans un contexte d'occupation complète du territoire et de collaboration de l'État avec l'invasisseur. La Résistance voit mal que faire de cette masse de réfractaires-maquisards hétérogène, mal manœuvrable, potentiellement incontrôlable. La France libre préférerait pareillement s'en tenir à de petites équipes de saboteurs ou de groupes francs. Les Alliés n'ont pas intérêt à ce que des actes de *guérilla* prématurés poussent l'Allemagne à augmenter sa présence militaire en France, ce qui constituerait un risque pour le futur Débarquement. Même le PCF préfère la lutte en milieu urbain et ouvrier. Rien ne prouve que les jeunes maquisards, dépourvus de formation politique et militaire, deviennent des combattants disciplinés et motivés, et ne se contentent pas de se planquer juste pour échapper à l'exil. Si le maquis-refuge est bien accepté dans l'opinion, le maquis de combat gêne davantage: le passage à la lutte armée indispose une bonne part des Français, pas tous prêts à risquer des représailles allemandes, la guerre civile, l'insurrection communiste... Enfin, bien avant de pouvoir être opérationnel, le maquis, très coûteux, exige chaque jour des ressources énormes en cadres, en vêtements, en nourriture, en armes, en argent...

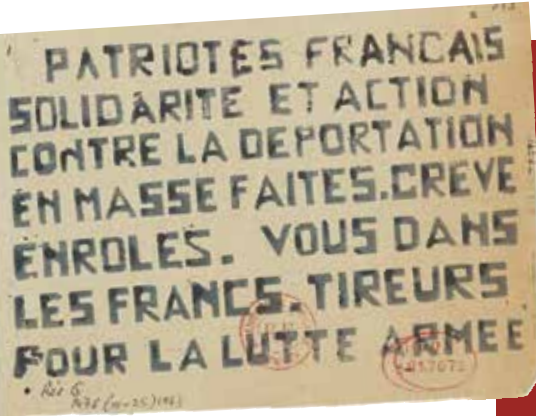
Il faut de longs mois pour organiser les maquis, créer des écoles d'instructeurs (service Périclès de Robert Soulage-Sarrazac), leur dispenser une instruction politique (équipes volantes d'Hubert Beuve-Méry dans le Vercors), enfin pour les faire passer à l'action et commencer à inquiéter sérieusement les occupants, vers l'automne 1943. Tous les réfractaires ne sont pas alors maquisards, ni les maquisards tous réfractaires au STO. Les maquis accueillent aussi des résistants «grillés» en ville, des Juifs, des déserteurs de l'Axe, des étrangers, et au printemps 1944 les nouvelles recrues sont plus

attirées par la perspective des prochains combats de la Libération que par celle de fuir le STO. Mais sans le STO, le maquis n'aurait pas existé, et les réfractaires en forment bien la majorité absolue en 1943 voire 1944, et en tout cas le noyau dur jusqu'à l'été 1944 inclus. Le dur hiver 1943-1944 voit certes le maquis perdre du quart à la moitié de ses effectifs. Et ceux venus uniquement pour fuir le STO sont souvent les premiers à rentrer chez eux et à accepter les offres d'amnistie vichystes. Mais ceux qui restent, les plus résolus, maintiennent le maquis, dont l'essor reprend au printemps.

environ 15 % des militants de Témoignage Chrétien, 20 % des militants de Libération-Nord et de Défense de la France, 30 % d'un échantillon de 343 militants de l'Organisation de la Résistance de l'Armée (ORA) arrêtés entre 1942 et 1944, 50 % des Évadés de France. Et le PCF déclare en janvier 1944 être en charge de 26059 réfractaires au STO, dont 12432 en zone Nord et 13627 en zone Sud. Le STO apporte un regain d'adhésion aux Francs-Tireurs et Partisans (FTP), mais bien des jeunes réfractaires se voient cacher qu'il s'agit d'une organisation communiste, et sont sincèrement choqués lorsqu'ils l'apprennent à leur arrestation.

tel un ministère du Travail clandestin, Yves Farge finance tous les acteurs de la lutte contre le STO, grâce aux fonds de la Délégation. Il fonde l'Union des Cadres Industriels de la France Combattante (UCIF), ancêtre de l'UNITEC, pour glaner des subventions au sein du patronat. Il infiltre le sommet de l'État. Le 19 août, il place son informateur Pierre Cosmi comme directeur de cabinet du ministre de la Production industrielle Jean Bichelonne, maître-d'œuvre du STO. Le CAD organise la centralisation et l'industrialisation de la production de faux papiers, à la suite de

Bibliothèque nationale de France Rés. G.1.476 (III-25) (6.553)



Papillon communiste « Patriotes français, solidarité et action contre la déportation en masse ». [1943], (15,5 x 11 cm).

Ce tract émanant vraisemblablement de la résistance communiste appelle à faire grève contre le STO tout en invitant également les requis à rejoindre « les Francs-tireurs pour la lutte armée ».

Médaille officielle du réfractaire.

Le titre de réfractaire est attribué aux personnes qui ont refusé de répondre à un ordre de réquisition, se sont évadées de leur lieu d'affectation, ont refusé de retourner en Allemagne à l'issue d'une première permission, se sont soustraites préventivement à la réquisition.

Ces personnes doivent avoir vécu en marge des lois et règlements de l'époque. Au total, plus de 108 000 cartes de réfractaires ont été délivrées par l'État. Le titre donne droit au port de l'insigne des réfractaires. Il est constitué d'une médaille ronde, portant à l'avant une carte de France avec au centre une enclume brisée, symbolisant le refus du travail, au sommet une croix de Lorraine représentant le soutien et l'espoir des opprimés, de chaque côté, les initiales R F et, à la base, la devise « J'ai livré un bon combat ». Le revers porte l'inscription « Aux Réfractaires-Guerre 1939-1945 ».



La Résistance transformée

Avec le maquis, la Résistance se ruralise. Elle implique bien davantage les paysans, pas moins patriotes que les autres, déçus du peu de retours des prisonniers malgré la Relève, et excédés quand leurs fils sont requis à leur tour en juin 1943. Ils ravitaillent sans peine le maquis. La Résistance est aussi plus masculine que jamais : le STO ne concerne pas les femmes. Elle accorde plus d'importance aux ouvriers, qui forment plus de la moitié des victimes du STO. Dans le Rhône, les ouvriers sont ainsi 58,9 % des requis, 67,5 % des réfractaires, 74,5 % des réfractaires au STO devenus résistants, et la proportion d'ouvriers au sein des réfractaires devenus résistants ne cesse d'augmenter avec le temps. Enfin, le réfractariat abaisse encore l'âge moyen des résistants. En Lozère, il tombe de 33-34 ans en 1940-1942 à 26-27 ans entre novembre 1942 et juin 1944. Au Vercors, entre février 1943 et le jour J, la deuxième génération de maquisards, la plus jeune, est à 60 % en âge de subir le STO. Il en va de même pour les trois quarts des combattants du plateau des Glières en mars 1944. Par contre, les corps francs spécialisés dans les sabotages et attentats restent composés de militants plus âgés et ayant fait leur service militaire. À Clermont-Ferrand, les membres des Vampires ont autour de 28-30 ans, et ne comptent presque aucun réfractaire. Même si tout résistant en âge de subir le STO ne s'engage pas nécessairement qu'à cause de lui, le fait est qu'en 1944, 25 % des résistants français sont nés entre 1920 et 1924, soit les classes d'âge du STO.

Le chef du Service National Maquis en zone Nord, Favereau-Brozen, estime qu'un tiers des réfractaires au moins veut combattre, soit dans cette zone « près de 50 000 hommes, [...] entièrement novices à la vie secrète et qui apport[ent] un bouleversement profond dans nos petits groupes déjà aguerris ». Les réfractaires sont

En Allemagne, les STO sont étroitement surveillés, mais plus d'un se risque à critiquer, à se rebeller voire à saboter. La moindre parole suspecte vaut à des milliers d'entre eux l'enfermement en camp de concentration, ou encore en AEL (*Arbeitserziehungslager*, camp de rééducation par le travail), aussi terribles, même si la durée d'internement y est limitée, trois semaines minimum. Quelques centaines de STO parviennent à rejoindre les partisans en Slovaquie insurgée (brigade Stefánik, reconnue par le gouvernement de Gaulle), ou en Norvège, en Pologne et en Slovaquie. Plus de 20 000 requis s'évadent, et plus de 100 000 profitent d'une permission en France pour ne pas repartir.

Une victoire tardive et amère

La Résistance est aussi désormais plus unifiée. La lutte est enfin coordonnée avec la fondation à Paris, le 14 juillet 1943, du Comité d'Action contre la Déportation (CAD), confié à Yves Farge (**voir page VII**). En réaffirmant le premier sa fidélité exclusive au Conseil national de la Résistance (CNR), le CAD de Farge aide à maintenir l'œuvre du défunt Moulin. Il est le premier organe à associer autant partis, syndicats et mouvements, ainsi que non-communistes, communistes et compagnons de route. Organisant son Comité

mouvements comme Défense de la France, qui avait déjà multiplié la production de faux de manière exponentielle. Le soir du 25 février 1944, Léo Hamon, responsable de la jeunesse au sein du CAD, incendie au siège du commissariat général au STO (3, place de Fontenoy), les 200 000 fiches du recensement de la classe 1924.

Entre l'été 1943 et la Libération, des commandos bénéficiant souvent de complicités dans la place brûlent les fichiers à Lyon, Marseille, Tarbes, Pau, Aurillac, Cahors, Lille... Ce qui se paye parfois par une dure répression. À Quimper, en février 1944, les résistants infiltrés Jeannette Cras, Louis Kerneist et Antoine Le Bris sont déportés après avoir brûlé le fichier falsifié dans un four. À Versailles, en mai 1944, douze agents du réseau Mithridate sont déportés après l'incendie du bureau de la place Hoche par Charles Gonard, compagnon de la Libération. À Paris, un autre compagnon de la Libération, Guy Flavien, dénoncé par le journal collaborationniste *Au Pilon*, refuse de quitter son poste et est arrêté et déporté sans retour le 5 août 1944. À Grenoble, la Milice arrête et torture Paul Chevalier, directeur résistant du STO de l'Isère. Cependant, à Paris, l'inspecteur du travail Jean Ismélari, à la tête de ses « commissions de révision » semi-officielles, réussit à soustraire 30 000 personnes avec ses 85 assistants, sans que nul jamais ne le dénonce ou ne le démasque.

Partout des médecins souvent liés à la Résistance multiplient les certificats de complaisance. À partir du second semestre 1943, fonctionnaires, policiers et gendarmes cessent largement de traquer réfractaires et maquisards, et font souvent alliance avec la Résistance, tandis qu'avec le STO, la population dégoûtée de Vichy reconnaît la Résistance comme vraie protectrice de la nation occupée.

À l'été 1943, les départs se sont effondrés. Les ressources humaines prélevables sont taries, la société décidée à ne plus obéir, le sabotage résistant plus efficace. Découragés, Vichy, le MBF et le ministre allemand de l'Armement Albert Speer décident le 17 septembre qu'il est plus efficace de faire travailler les Français en France même, dans des entreprises protégées produisant à 80 % au moins pour l'occupant. Seule l'obstination de Sauckel maintient en vie un STO moribond. Pour plus de 600 000 départs forcés avant août 1943, il ne part plus ensuite que quelques dizaines de milliers de victimes, jusqu'à la suspension officielle des départs forcés le 23 juin 1944. Le MBF, la Gestapo et l'ambassadeur Abetz ne sont pas les derniers à ironiser que l'Armée Secrète devrait être rebaptisée l'Armée Sauckel, et que le *Gauleiter* est le meilleur sergent-recruteur du maquis...

Mais malgré la victoire finale de la Résistance et de la société sur le STO, la France de Vichy détient le record européen de satisfaction du programme Sauckel (92 % à l'été 1943). Et le maquis, cadeau initialement empoisonné, n'a pu compter en 1944 que pour 2 % des pertes allemandes en France. Vu de Berlin, il n'est qu'une gêne tardive et limitée, surtout présent dans des régions peu industrielles, peu peuplées et peu stratégiques, à faible densité de troupes allemandes. Le STO n'en a pas moins permis à la Résistance de se doter, avec les maquis, de troupes dont elle était dépourvue jusqu'alors et de pouvoir ainsi participer aux combats de la Libération. Mais, le STO a aussi apporté 650 000 travailleurs à l'industrie de guerre, et autant de soldats libérés à la *Wehrmacht*. Finalement, le Reich a choisi le moindre de deux maux. Et s'il a moins gagné au STO que la Résistance, il y a moins perdu que Vichy. ■

(1) Charles d'Aragon, *La Résistance sans héroïsme*, Seuil, 1977, p. 110.

(2) Jacques Soustelle, de l'équipe française de la BBC, note crûment le 1^{er} août 1942: «*Les Juifs on s'en fout. Juifs = ouvriers*». À travers les émissions de la BBC comme dans sa presse clandestine, la Résistance, y compris juive et antiraciste, assimile les rafles de Juifs et celles de travailleurs, donnant la priorité à ces derniers puisque plus nombreux. Elle parle systématiquement de la «*déportation*» des ouvriers, voire d'«*extermination de la race française*» par l'envoi des jeunes travailleurs dans des usines bombardées. Voir Renée Poznanski, *Propagandes et persécutions. La Résistance et le «problème juif» 1940-1944*, Fayard, 2008, notamment p. 321sq.

(3) Serge Ravanel, *L'esprit de résistance*, Seuil, 1995, p. 96.

(4) Claude Bourdet, *L'aventure incertaine*, Seuil, 1975, p. 162.

(5) Henri Frenay, qui estime avoir été dépossédé de l'Armée Secrète alors que son mouvement lui avait fourni la nette majorité de ses effectifs, reste en 1943 délégué aux questions militaires au sein des MUR.



L'aventure de Célestin Tournevis est une bande dessinée de propagande destinée à encourager les Français à venir travailler en Allemagne. Elle est détournée par la Résistance sous le titre *La méaventure de Célestin Tournevis*. Cet extrait est publié en 1942 dans *Combat illustré*, supplément périodique du journal *Combat*.

La guerre des ondes contre le STO

Par Raphaël Spina

Les radios alliées se mobilisent pour dénoncer la mise en place en France de réquisitions de main-d'œuvre par les Allemands qu'elles assimilent à un esclavage soustrayant des forces vives à la Résistance.

Aucun thème n'a plus mobilisé les équipes françaises de la BBC que la lutte les réquisitions de main-d'œuvre. Conçu en 1942 par Jean Oberlé, le mot d'ordre: «*Ne va pas en Allemagne*» est chuchoté près de 1 500 fois en 1943, «*rythmé sur une mélodie lancinante*» (Jacques Évrard). «*Un extraordinaire feu roulant de slogans, de saynètes, de ritournelles*» (Jean-Louis Crémieux-Brilhac) s'abat sur le volontariat, la Relève puis le STO. Bien informée par les résistants infiltrés dans l'appareil d'État, la BBC démontre sans peine, documents originaux en main, les mauvaises conditions de vie en Allemagne. Elle dévoile les dessous des négociations franco-allemandes, parfois presque en temps réel. Elle appelle tous les groupes sociaux à saboter le STO. Le conseiller d'État Pierre Laroque lance ainsi des appels aux fonctionnaires, l'ex-ministre de l'Agriculture Henri Queuille aux paysans, l'ingénieur Roland Pré aux industriels, le député communiste Émile Cossonneau, ex-ouvrier du bâtiment, aux travailleurs forcés des chantiers *Todt*. La BBC met en garde nommément les fonctionnaires et policiers trop zélés. Elle se réjouit de l'effondrement des départs après l'été 1943.

Une vision nationale du phénomène...

Dans une France éclatée voire atomisée, seule la BBC peut donner une vue unifiée du STO.

Elle permet aux Lillois de connaître les grèves anti-STO de Lyon ou aux Provençaux de mesurer que la Bretagne est la première région réfractaire. C'est elle qui forge en mars 1943 un mythe autour des 5 000 réfractaires de Haute-Savoie. En les magnifiant, elle incite concrètement, partout, d'autres convoqués à franchir le pas de l'illégalité. Elle aide à faire des fugitifs des combattants: c'est également par la BBC – ou par les villageois qui leur en rapportent les propos – que les réfractaires savent que le monde extérieur connaît et salue leur désobéissance; ils y puisent un encouragement à tenir bon.

La BBC voit dans le STO un «*esclavage*», qui soustrait des hommes à la Résistance, libère des mobilisés allemands, et retarde la délivrance du pays. Elle assimile le refus des réfractaires d'aller en Allemagne au combat militaire de la France libre. Leur but à eux aussi serait de prouver que la France est restée dans la guerre; ils seraient représentatifs d'un peuple unanimement résistant. Même les requis du STO sont présentés en combattants d'un «*front intérieur allemand*» où ils multiplieraient la sous-productivité et les sabotages. Cette rhétorique, au rapport lointain avec la réalité, vise surtout à sauvegarder l'unité nationale, en gommant les différences entre catégories de Français, et en postulant un peuple uni dans une même lutte.

... mais parfois erronée

Il arrive à la BBC de se tromper. Elle croit parfois que la main-d'œuvre n'est qu'un prétexte, que les réquisitions ont pour vrai but de désorganiser les mouvements de Résistance. Elle affirme aussi qu'Hitler vise à « exterminer la race française » en stérilisant de fait la masse de jeunes gens envoyés en exil et en l'exposant aux bombardements alliés. Elle confond les rafles de Juifs et les rafles de travailleurs,

ne saisit pas la différence entre la « déportation » des ouvriers et celle des Juifs. Par ailleurs, elle s'abstient de mots d'ordre imprudents : hors ses orateurs communistes, elle n'appelle pas au soulèvement général contre le STO, ni n'incite les maquis à passer prématurément à la lutte armée.

Les autres radios de la France libre (Brazzaville, Alger) ou celles des Alliés (New York, Boston, Moscou) mènent un combat non moins constant contre le STO. La radio suisse et les éditoriaux

de René Payot sont également très écoutés. Mais c'est bien la radio de Londres qui marque l'époque et la mémoire collective. Même les requis l'écoutent en cachette au fond de leurs camps d'hébergement en Allemagne, grâce à des postes à galène fabriqués avec les moyens du bord. Significativement, en 1945, le congrès constitutif de l'Association des Réfractaires et Maquisards décerne à Maurice Schumann le titre de « père du réfractaire ». ■

Yves Farge (1899-1953), saboteur en chef du STO *Par Raphaël Spina*

Journaliste socialiste engagé dans le mouvement antifasciste d'avant-guerre, Yves Farge s'engage dans la Résistance dès l'été 1940. En juillet 1943, il crée le Comité d'Action contre la Déportation (CAD) pour lutter contre le STO. Raphaël Spina a publié en 2017 sa première biographie scientifique, éditée par le musée de Résistance et de la Déportation de l'Isère.

Né à Salon-de-Provence, ce républicain généreux, serviable, plein de vie et d'humour sait nouer amitié avec des gens de toutes convictions et origines. Brièvement communiste en 1920-1921, il est de 1923 à 1931 militant anticolonialiste au Maroc, se situant alors à l'aile gauche du parti socialiste. Journaliste à *La Dépêche dauphinoise*, il anime l'antifascisme à Grenoble (1932-1938), puis rejoint en 1938 *Le Progrès de Lyon*. Pacifiste, il est munichois puis il est tenté d'approuver l'Armistice. Mais, donnant la priorité à la liberté, il bascule dans le refus dès le 19 juin 1940.

Son bureau au *Progrès*, près de la place Bellecour, voit défiler tous les chefs de la Résistance. Membre

de Franc-Tireur et du Front national, contributeur à la presse clandestine et aux éditions de Minuit, Farge apparaît d'abord comme un indépendant, très largement apprécié, et en contact avec tous. Il est des premiers à soutenir Jean Moulin, délégué de la France libre. En octobre 1942, ce dernier pense à son ami pour présider les Bureaux de Résistance Ouvrière – mort-nés – qui coordonneraient la lutte contre les réquisitions de la main-d'œuvre.

En janvier 1943, sur une idée de Pierre Dalloz, Yves Farge propose à Jean Moulin la création du réduit du Vercors. Il finance et ravitaillera les réfractaires au STO que Franc-Tireur a déjà installés dans le massif. Le 12 mars, pour repérer les fermes susceptibles de cacher les réfractaires, il envoie dans les Alpes Serge Asher-Ravanel, Maurice Kriegel-Valrimont, Alfred Malleret-Joinville et Raymond Samuel-Balmont, à qui il conseille de changer son vieux pseudonyme. Ce dernier choisit alors de s'appeler *Aubrac*... À leur retour à Lyon le 15, les quatre sont pris dans la souricière du 5, rue de l'Hôtel de Ville. La présence d'esprit de Daniel Cordier préserve Yves Farge de tomber également dans le piège.

Sur une idée de Pierre Kaan, secrétaire du Conseil national de la Résistance (CNR), Yves Farge fonde à Paris, le 14 juillet 1943, le Comité d'Action contre la Déportation (CAD), qui unifie la lutte contre le STO. Il refuse toute autre autorité que celle du CNR, aidant à préserver l'œuvre de Moulin. Compagnon de route, il est le premier à financer le Front national, satellite du PCF, et à accueillir des communistes dans un organe unitaire (Pierre Villon, Henri Rol-Tanguy). Réputé rêveur et romanesque, il se montre aussi très bon gestionnaire des comptes du CAD, et subventionne tous les acteurs du sabotage du STO. Il infiltre jusqu'au cabinet du ministre en charge du ST et s'allie à des patrons. Son jeune bras droit Marc Laurent-Martel organise la production industrielle et centralisée de faux



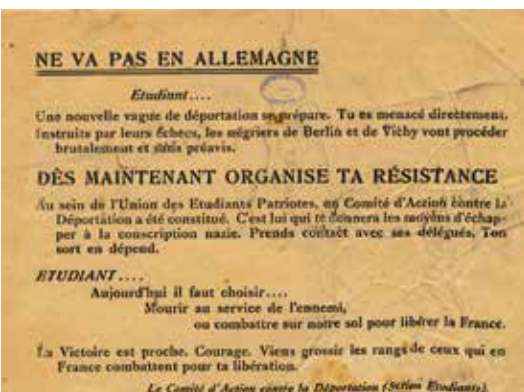
© Musée de l'Ordre de la Libération.

Yves Farge, fondateur du Comité d'Action de la Résistance en juillet 1943.

papiers à Montrouge. Léo Hamon est chargé de la jeunesse. Partisan de la militarisation de la Résistance, Farge entend avoir son mot à dire sur les maquis, et se heurte à Michel Brault, chef du Service National Maquis (SNM). Leur bras-de-fer conduit au départ de ce dernier à Londres, et le SNM disparaît au printemps 1944.

En juin 1944, Farge gagne le Rhône-Alpes comme commissaire de la République. Le 3 juillet, il proclame la République dans le Vercors. Lyon libérée, il paie de sa personne pour juguler l'épuration extra-judiciaire, ravitailler la région, gérer le rapatriement des prisonniers, STO et déportés. Il est fait compagnon de la Libération.

Ministre du Ravitaillement au second semestre 1946, il lutte en vain contre le marché noir, dans lequel il voit un héritage de l'occupant corrompant moralement les Français. Déçu par la IV^e République, il crée et préside, le 22 février 1948, les Combattants de la Liberté, regroupement de résistants soucieux de défendre leurs valeurs et leurs camarades traînés en justice. L'organisation se transforme vite en section française du Mouvement de la Paix, lié au PCF et à l'URSS, et qui dénonce le camp atlantiste comme successeur du III^e Reich. Prix Staline de la Paix en 1952, cet humaniste sincère meurt en voiture en Géorgie, le 31 mars 1953. Trop tôt pour voir la déstalinisation, qui lui aurait sans doute fait reconsidérer ses positions. ■



Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

Tract du Comité d'Action contre la Déportation, « Ne vas pas en Allemagne » [1943-1944]

Le Comité d'Action contre la Déportation est l'un des services centraux de la Résistance unifiée, créé à l'été 1943 après la formation du Conseil national de la Résistance. Il centralise la lutte contre le travail forcé en Allemagne alors appelé couramment « déportation ».

Les photographies de la manifestation contre le STO à Romans-sur-Isère

Par Frantz Malassis

Les résistants et leurs sympathisants, en règle générale, ne souhaitent pas s'encombrer de photographies qui auraient pu devenir autant de preuves compromettantes si elles tombaient aux mains de l'ennemi. Cependant, à certaines occasions, ils passaient outre ces consignes de sécurité, en particulier dans le cas de manifestations collectives et publiques de résistance, qui pouvaient attester de l'état de l'opinion française⁽¹⁾ comme ce fut le cas avec les manifestations contre le STO.

Le 16 février 1943, le Service du Travail Obligatoire (STO) est instauré en France. Rapidement des manifestations de protestation sont organisées par la Résistance (prise de parole dans les gares, obstruction des voies lors du départ des trains de requis...). La manifestation à Romans-sur-Isère (Drôme) contre le départ d'un train de requis du STO, semble la seule du genre à avoir donné lieu à un véritable reportage photographique clandestin.

Le contexte de la prise de vue et la destination initiale

Le capitaine André Vincent-Beaume des Mouvements Unis de la Résistance (MUR), informé par le chef de gare de Romans du passage d'un train spécial en provenance de Grenoble et à destination de Valence le 10 mars 1943 avec à son bord environ 300 requis du STO décide d'organiser une manifestation de protestation.

À 12h40, le convoi est arrêté par les manifestants au passage à niveau à la sortie de la gare de Romans-sur-Isère. La présence de gendarmes n'empêche pas les manifestants de bloquer les aiguillages en jetant de grosses pierres sur les voies ferrées. Un camion est renversé dans le même but. Les gendarmes finissent par dégager la voie ferrée. Sous leur protection le convoi quitte alors la gare de Romans au pas pendant trois kilomètres jusqu'au viaduc sur l'Isère, car on craint que des manifestants déboulonnent les rails.

Paul Deval⁽²⁾, reporter au *Petit Dauphinois* prend plusieurs clichés depuis le toit d'un café, ce qui explique leur vue plongeante. Selon Jeanne Deval⁽³⁾, son épouse, ces photographies ne sont pas destinées au journal mais ont été commandées par le capitaine Vincent-Beaume. Repéré, Paul Deval a été conspué par des manifestants qui avaient peur d'être reconnus sur les photographies dont ils ignoraient la destination. Le développement est effectué au laboratoire de l'agence du journal, mais les clichés sont aussitôt cachés à la Maison des Jeunes jusqu'à la libération de Romans le 30 août 1944. En effet, le lendemain de la manifestation, les Services photographiques de Vichy sont venus réclamer les clichés à Jeanne Deval, qui leur assura qu'ils avaient été détruits. Ils n'ont donc pas pu être diffusés dans la presse clandestine.

Une série de photographies devenue iconique

Après la guerre, la photothèque parisienne du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale reçoit une série de sept photographies originales de cette manifestation, aujourd'hui conservées au Service historique de la Défense (Vincennes). Ce reportage a certainement été remis par le correspondant départemental du Comité, André Vincent-Beaume, un des principaux organisateurs de cette manifestation contre le STO.

Depuis lors, ces photographies largement publiées sont devenues les symboles de la désobéissance civile au STO. La manifestation a souvent été présentée comme un succès. La plaque commémorative apposée en 1984 en gare de Romans indique : « Sur ces voies, les Romanais et les Péageois ont empêché le départ du train emmenant les requis pour le service du travail obligatoire en Allemagne ».

Une étude de l'événement à partir de l'ensemble des sources d'archives disponibles, qui a pu être menée que dans les années 2000⁽⁴⁾, laisse à penser – notamment par le rapport du chef de gare à ses supérieurs – que le départ du train n'a été que retardé d'environ deux heures et que très peu de jeunes requis ont pu s'échapper. Une



Photo Paul Deval / Service historique de la Défense.

Manifestation contre le départ pour l'Allemagne de requis pour le Service du Travail Obligatoire le 10 mars 1943 à la gare de Romans-sur-Isère (Drôme). Les gendarmes viennent de relever et de tirer hors des voies un camion que les manifestants avaient renversé. Des hommes lancent de grosses pierres dans les aiguillages pour faire obstacle.

nouvelle plaque commémorative a ainsi été apposée en 2013⁽⁵⁾ tenant compte de cet acquis de la recherche.

La postérité de ces photographies interroge sur la façon dont on peut représenter un phénomène historique en l'occurrence le refus collectif du STO. Le succès de ce refus intervient à partir du moment où cette forme d'action qu'est la manifestation publique dans les gares est délaissée au profit de la planque individuelle ou collective des requis. Mais ces actions sont difficilement représentables ou tout au moins peu photogéniques. Le choix du reportage de Romans se fait alors par défaut. Il est cependant le plus approprié car la seule autre option aurait été de présenter des photographies de maquisards au printemps 1943 comme des exemples de réfractaires. Or, si le développement des maquis est bien lié au refus du STO, ils n'ont en réalité accueilli qu'une petite partie des réfractaires. ■

(1) Des photographies de manifestations patriotiques interdites ont été prises sous l'Occupation, qu'il s'agisse de rassemblements devant des monuments publics ou d'enterrements d'aviateurs alliés voire de résistants. Certaines de ces photographies prises dans un but de contre-propagande ont parfois été diffusées à l'époque dans les journaux clandestins ou la presse du monde libre.

(2) Paul Deval était directeur de l'agence photo-presse. Après la guerre, il fut maire de Romans (1945-1953), député de la Constituante et vice-président du Conseil général.

(3) Cf. Jeanne Deval, *Les années noires, Romans-Bourg de Péage 1939-1945*, Romans, compte d'auteur, 1985, p. 119-121.

(4) Cf. Alain Coustaury, « La manifestation du 10 mars 1943 à Romans-sur-Isère », in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 33, juin 2003, pp. 12-13.

(5) Le texte de cette plaque est le suivant : « 10 mars 1943. Sur ces voies, des centaines de Romanais et de Péageois ont retardé le départ du train emmenant les requis pour le Service du Travail Obligatoire (STO) en Allemagne ».

La mise en ligne de cinquante témoignages sur le site des Amis de la Fondation de la Résistance

L'association des Amis de la Fondation de la Résistance a mis en ligne sur son site www.memoresist.org les voix de plus d'une cinquantaine de résistants et de déportés et parfois aussi de leurs camarades. Ce riche corpus est une source précieuse offerte pour la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation.

L'association des Amis de la Fondation de la Résistance a, au fil du temps recueilli de nombreux témoignages de résistants et de déportés, et aussi parfois ceux de leurs familles ou camarades.

Dans un premier temps, ces sources orales ont été enregistrées sur des DVD mis gracieusement à la disposition des enseignants et des organismes socioculturels.

Aujourd'hui ces témoignages sont directement accessibles à partir d'un simple « clic » depuis le site : www.memoresist.org. Une cinquantaine de témoignages peuvent être visionnés. Ils représentent près de 16 heures d'écoute. Tous ces témoignages sont transcrits et l'on accède facilement à la biographie de chaque témoin. (clic: voir sa biographie)

Toutes ces femmes et ces hommes, exemples de courage, venus de toutes les régions de France, évoquent leur engagement, leur combat dans la Résistance, leur arrestation et,

pour certains, le calvaire des camps de concentration. Toutes et tous évoquent la joie de la libération et la reconstruction de la France avec pour cadre les valeurs de la Résistance. Toutes et tous en conclusion de leur témoignage à l'adresse de la jeunesse font leurs ces mots de Charles de Gaulle rapportés par Pierre Lefranc « *Quand vous avez deux chemins, choisissez celui qui monte le plus haut.* »

Ainsi, toutes ces vidéos contextualisées et leur complément que constitue la rubrique « Ne les oublions pas », avec ses 1 300 parcours de résistants, sont une source documentaire précieuse pour les enseignants et leurs élèves lors de préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation. Ces témoignages sont aussi une belle façon pour tous ceux que la mémoire de la Résistance passionne de se souvenir de ces voix dont beaucoup aujourd'hui se sont tues. ●

Jean Novosseloff

Les témoignages mis en ligne sur le site www.memoresist.org.

Michèle Agniel, raconte le parcours de **Georges Broussine** du réseau d'évasion Bourgogne • **Raymond Aubrac**, évoque le « couple unique » qu'il formait avec Lucie dans la Résistance lyonnaise au sein du mouvement Libération-sud • **Jean-Jacques Auduc**, agent de la France libre • **Roger et Rolande Becker**, agents du réseau de renseignement Alliance • **Claude Berthié**, résistant au sein de l'Armée Secrète • **Théo Bohrmann**, maquisard de 15 ans à Vabre (Tarn) • **Bernard-Henri Bonnafous**, chef régional adjoint de l'Armée Secrète pour la région R3 (Languedoc-Roussillon) puis chef FFI de l'Aveyron • **Loïc Bouvard**, maquisard à Saint Marcel (Morbihan) • **Guy Chevalier**, maquisard en Bourgogne • **Marie-José Chombart de Lauwe**, étudiante en médecine, résistante bretonne, déportée à Ravensbrück • **Victor Chaudron**, agent de liaison dans les maquis de Côte d'Or • **Jean Chauvin**, membre du mouvement Libération-Nord • **Jean-Louis Crémieux-Brilhac**, évadé d'Allemagne par l'URSS, responsable de la propagande de la France libre à Londres • **Jean-Marie Delabre**, lycéen parisien, résistant au sein des mouvements des Volontaires de la Liberté et de Défense de la France, déporté à Buchenwald et à Mauthausen • **Pierre Demalvilain**, résistant breton, agent de liaison du réseau franco-polonais F2 • **Maurice Druon**, Français libre auteur avec son oncle Joseph Kessel du *Chant des Partisans* • **Simone et Claude Ducreux**, résistants de différents mouvements dont Libération-Nord • **Henri Écochard**, membres des Forces Françaises Libres, soldat de la 1^{re} DFL • **André Fournier**, résistant des mouvements Défense de la France et Vengeance, déporté à Dachau • **Angilbert de Franssu**, jeune exploitant agricole, résistant de Picardie • **Brigitte Friang**, résistante chargée des parachutages dans la région Ouest, déportée à Ravensbrück • **Bernard de Gaulle**, petit-neveu du général Charles de Gaulle, maquisard évadé de France par l'Espagne • **Jean Gavard**, lycéen bordelais, résistant du réseau de renseignement CND-Castille, déporté à Mauthausen • **Gisèle Guillemot**, résistante, déportée à Ravensbrück • **Stéphane Hessel**, normalien, membre du BCRA à Londres, arrêté lors d'une mission en France et déporté à Buchenwald • **Pierre Lefranc**, arrêté lors de la manifestation du 11 novembre 1940 à l'Arc de Triomphe à Paris, membre du BCRA à Londres • **Georges Loinger**, prisonnier de guerre évadé d'Allemagne fin décembre 1940, résistant au sein de l'OSE il sauve des centaines d'enfants juifs • **Maurice Lombard**, chef du maquis Laurent en Côte d'Or • **Christiane Mattéoli**, résistante à Dijon • **Pierre Morel**, résistant au sein de réseaux du SOE • **Charlotte Nadel**, étudiante parisienne, membre du comité directeur de Défense de la France, responsable de l'impression du journal clandestin • **Jacqueline Pardon**, étudiante parisienne, membre du comité directeur de Défense de la France témoigne de l'action de **Jacques Lusseyran**, étudiant parisien aveugle animateur du mouvement les Volontaires de la Liberté • **Robert Pelletier**, lycéen résistant au réseau de renseignement Alliance • **François Perrot**, lycéen parisien, résistant membre du Front national des étudiants (FNE) déporté à Buchenwald • **Rosette Peschaud**, Rochambelle dans le 2^e DB • **René Rémond**, antimunichois avant-guerre, membre du réseau Jade-Fitzroy • **Claire Richet**, agent de liaison dans le réseau Alibi • **Noreen Riols**, membre du quartier général du SOE à Londres • **Cécile Rol-Tanguy**, résistante à Paris, épouse et secrétaire du colonel Rol-Tanguy dans la clandestinité jusqu'à la libération de Paris • **Pierre de Saint-Macary**, résistant déporté à Mauthausen • **Pierre Sudreau**, chef du réseau Brutus pour la zone occupée, déporté à Buchenwald • **Andrée Thiersault** et **Marcel Dermenne**, membres du Bureau des Opérations Aériennes en Pays de Loire • **Raoul Tourette**, résistant de l'Ain, déporté à Neuengamme • **Jean-Pierre Vernant**, alias colonel Berthier, chef de l'Armée Secrète du Sud-Ouest • **Hélène Viannay**, co-fondatrice de Défense de la France • **Jacques Vico**, résistant normand au sein du mouvement OCM • **Maurice Voutey**, résistant et déporté.



© MIER



Adhésion :

Merci pour votre générosité à soutenir les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance.

Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance « Mémoire et Espoirs de la Résistance » (incluant l'abonnement à *Résistance et Avenir*).

Association des Amis de la Fondation de la Résistance
« Mémoire et Espoirs de la Résistance »
Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18, place Duplex, 75015 Paris
Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32

Activités du département recherche et pédagogie

Durant l'année scolaire 2018-2019, la Fondation de la Résistance a poursuivi son cycle de formations académiques interdisciplinaires aux côtés de ses partenaires. Les enseignants ont pu ainsi renouveler et approfondir leurs connaissances scientifiques, didactiques et pédagogiques dans le cadre de la formation continue.



© Ordre de la Libération

Après le travail d'écriture radiophonique, des stagiaires enregistrent leurs émissions dans les conditions du direct.

Écrire et enregistrer des récits biographiques

La formation intitulée «Résistance et récit radiophonique», initiée par la Fondation de la Résistance, a pour objectif de mettre les archives au cœur des apprentissages et de réaliser *in fine* en classe des productions sonores. Ce travail permet de montrer la diversité des parcours individuels de résistants, de Français libres et/ou de déportés, mais aussi de travailler sur les enjeux didactiques de la radio scolaire dans le cadre des pédagogies collaboratives. Les académies de Caen et de Versailles ont choisi d'inscrire cette formation pour la deuxième année consécutive dans leurs plans académiques de formation.

Au Service historique de la Défense (SHD) à Caen, Michaël Couronnet, IA-IPR d'histoire-géographie référent mémoire et citoyenneté de l'académie de Caen, a ouvert la formation «Résistance-déportation et récit radiophonique» qui s'est tenue les 19 et 20 novembre 2018 devant seize professeurs d'histoire-géographie, de lettres et des professeurs documentalistes. Céline Thiery, professeure documentaliste au lycée Marguerite de Navarre à Alençon et co-organisatrice de cette formation, a animé ces deux journées qui ont permis aux enseignants de réfléchir aux projets qu'ils pourraient élaborer avec leurs élèves autour des dossiers individuels de déportés passés par le camp de Dora. L'intervention de Laurent Thiery, historien de La Coupole et directeur scientifique du Dictionnaire biographique Mittelbau-Dora⁽¹⁾, a permis de mieux cerner les modalités de la répression et de la déportation sous l'Occupation, en lien avec le thème du CNRD 2018-2019. Alain Alexandra, chef de la division des archives des victimes des conflits contemporains, a présenté les dossiers individuels de déportés et a guidé une visite dans les fonds du SHD. Enfin, les ressources de la Fondation et de ses partenaires ont été présentées par Hélène Staes, responsable pédagogique de la Fondation de la Résistance.

Quelques semaines plus tard, le général Baptiste, délégué national de l'Ordre de la Libération, a ouvert la formation «Résistance et récit radio-

phonique» au musée de l'Ordre de la Libération. Les 24 et 25 janvier 2019, seize enseignants d'histoire-géographie, de lettres et des professeurs documentalistes de l'académie de Versailles ont découvert les spécificités de l'Ordre et la richesse des collections du musée grâce à Vladimir Trouplin, conservateur du musée de l'Ordre de la Libération. La conférence de Sébastien Albertelli leur a permis par ailleurs de bénéficier des apports récents de la recherche. Enfin, après avoir consulté les dossiers d'archives des compagnons de la Libération, les enseignants se sont lancés dans un travail d'écriture radiophonique avant d'enregistrer leurs émissions dans les conditions du direct⁽²⁾ sous la supervision des formateurs radio, Frank Fonsa du Clémi-Dane Versailles et Jean-Baptiste Prévot, de l'équipe de la Fondation de la Résistance, Frantz Malassis et Hélène Staes, et des médiatrices du musée, Agnès Dumoulin et Lisa Berguignat.

Connaître les différents registres d'écriture sur la Résistance

Depuis cinq ans, la formation académique interdisciplinaire «Résistance, répression, écriture» rencontre auprès des équipes pédagogiques de l'académie de Versailles un véritable succès⁽³⁾. Forts de ces encouragements, les partenaires de cette formation (Académie de Versailles/Fondation de la Résistance/Archives nationales/Maison des écrivains et de la littérature) l'ont à nouveau organisée les 7 et 8 février 2019. Vingt enseignants d'histoire-géographie, de lettres et de lettres-histoire se

sont réunis à la Fondation de la Résistance, où ils ont pu notamment écouter le professeur Laurent Douzou, et aux Archives nationales pour découvrir les différents registres d'écriture de l'histoire de la Résistance et de la répression (archives écrites, romans, poésie engagée, photographies, etc.). Des ressources et des transpositions pédagogiques, consultables sur le site des Archives nationales et le Musée de la Résistance en ligne, ont été présentées aux enseignants. Enfin, un dossier documentaire conséquent (papier et numérique) a été mis à disposition pour leur permettre de retrouver tous les documents utilisés durant la formation et plus encore.

Lors de ces formations académiques, les publications de la Fondation de la Résistance ont été largement diffusées. ●

Hélène Staes

(1) Dictionnaire biographique des 9000 déportés de France passés par le camp de Mittelbau-Dora et ses Kommandos sous la direction scientifique de Laurent Thiery, historien de La Coupole. Les notices sont rédigées par une cinquantaine d'auteurs. Il sera publié en 2020.

(2) Toutes les émissions et podcasts enregistrés durant ces formations sont à écouter sur le Musée de la Résistance en ligne <http://www.museedelaresistanceenligne.org/expo.php?expo=125>

(3) Des articles publiés dans les numéros 80, 84, 88, 92 de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* ont rendu compte de la richesse des interventions et du nom des contributeurs. Retrouver en ligne les éditions précédentes <http://www.fondationresistance.org/pages/accueil/publications.htm>



Intervention à deux voix d'Anne Bervas-Leroux et Bruno Leroux sur la poésie de la Résistance.

Honorer les lauréats nationaux du CNRD 2017-2018

La remise des prix du Concours national de la Résistance et de la Déportation de la session 2017-2018, sur le thème «S'engager pour libérer la France», s'est déroulée le 22 janvier 2019 dans l'amphithéâtre du lycée Louis-le-Grand à Paris en présence de Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, de Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et de Tristan Lecoq, Inspecteur général de l'Éducation nationale. Les lauréats et leurs enseignants ont reçu leurs prix des mains des ministres. Une médaille a été remise à chaque établissement scolaire par le général Bresse, président de la Fondation de la France libre. Enfin, le président de la Fondation de la Résistance, Gilles Pierre Levy, a remis le prix Lucie et Raymond Aubrac aux six lauréats qui ont concouru dans les catégories «devoirs individuels» au collège et au lycée. ●

HS

Activités du département AERI

L'application mobile « Lieux de mémoire 1940-1945 »

En avril 2017, la Fondation de la Résistance a lancé un nouvel outil interactif et collaboratif développé par le département AERI : l'application mobile « Lieux de mémoire 1940-1945 ». Gratuite, cette application est disponible sous IOS et Android.

Son principe se décompose en deux étapes. La première, qui concerne le plus grand nombre, consiste en une découverte des lieux de mémoire de la Résistance. Géolocalisées, plaques, stèles et monuments d'un territoire s'affichent sur l'écran et sont accompagnées de notices présentant le contexte historique ou l'itinéraire du combattant auxquelles elles se rapportent. Cette application ne recense encore qu'une infime part des plaques et stèles dédiées à la mémoire de la Résistance en France. C'est pourquoi cette application propose à tous les utilisateurs, qu'ils soient spécialistes ou néophytes, d'enrichir la base en ajoutant d'autres lieux de mémoire découverts et photographiés au gré de leurs promenades et de divers projets pédagogiques et culturels.

Depuis son lancement, l'application a été téléchargée plus de 1000 fois. 729 utilisateurs y sont inscrits pour des contributions.

À ce jour, plus de 2400 lieux de mémoire répartis sur l'ensemble du territoire y sont référencés et pour la plupart contextualisés. Cette contextualisation qui constitue un des atouts de ce projet nécessite des recherches dans divers services d'archives dont les Archives nationales et le Service historique de la Défense, partenaires de la Fondation de la Résistance.

Après cette longue phase d'essais concluants, la Fondation de la Résistance souhaite améliorer l'ergonomie et la navigation au sein de cette application mobile, et y apporter de nouvelles fonctionnalités. Nous envisageons également de lancer une grande campagne de recensement et de photographie des lieux de mémoire à l'échelle d'un département, qui deviendrait département pilote pour cette expérimentation. Après cette phase expérimentale, le projet pourrait se poursuivre département par département, tout en laissant la possibilité aux nombreux contributeurs de poursuivre leurs travaux à l'échelle nationale.

Afin de mener à bien cette expérimentation, nous souhaitons mobiliser, à l'échelle du département pilote, le conseil départemental, les municipalités, les associations patriotiques et



Plaque commémorative rappelant la destruction d'une partie du fichier parisien du STO au sein même du commissariat général au travail obligatoire, situé place Fontenoy, Paris VII^e.

mémorielles, les sociétés historiques locales et surtout l'ensemble de la communauté éducative.

Outre le travail de recensement et de photographie, les contributeurs pourront poursuivre par un travail de recherche à partir de la documentation et des archives disponibles localement (archives municipales, archives départementales, travaux des sociétés historiques locales et des associations). Le contexte historique sera bien entendu au cœur de cette recherche mais il serait également intéressant que les contributeurs poursuivent leurs investigations sur l'histoire du lieu de mémoire lui-même.

Pour les personnes souhaitant y contribuer mais ne disposant pas de tablette ou de smartphone, il est également possible d'enrichir la carte par l'envoi de photographies par courrier électronique (departement.aeri@fondationresistance.org) ou par tout autre moyen. Le plus important est que chaque lieu de mémoire soit correctement localisé afin qu'il puisse être reporté sur l'interface cartographique. ●

Fabrice Bourrée

En Haute-Savoie, la réalisation d'un web documentaire permet de transmettre l'histoire de la Résistance

Alors que disparaissent les derniers témoins de la Résistance et de la déportation, la réalisation de web documentaires constitue une façon pour que leurs témoignages puissent continuer d'être transmis aux jeunes générations. Le Département de la Haute-Savoie mène en la matière une initiative très intéressante avec la réalisation du web documentaire *Histoires d'engagements*. Partez à la rencontre des résistants en Haute-Savoie, pour lequel l'expertise de la Fondation de la Résistance a été sollicitée. La Fondation de la Résistance a interrogé Anouck Richard (chargée d'études et de valorisation patrimoniale au Conseil départemental de Haute-Savoie) pour qu'elle nous présente le projet.

Pourquoi faire un web documentaire sur les parcours d'engagements d'anciens résistants et déportés en Haute-Savoie ? À quel public cela est-il destiné ?

Histoires d'engagements. Partez à la rencontre des résistants en Haute-Savoie est un web documentaire porté par le Département de la Haute-Savoie, très impliqué dans les questions de transmission mémorielle de la Seconde Guerre mondiale.

Cet outil s'inscrit dans une période marquée par la disparition des anciens résistants et déportés. Nombre d'entre eux avaient l'habitude de témoigner sur leur engagement en intervenant dans les collèges hauts-savoyards dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD). Afin de garder vivante la mémoire de cette période et d'offrir une vision « incarnée » de ce qu'a été la Résistance, le Département a souhaité mettre à disposition, un média innovant, développé sur plusieurs années. Il proposera à terme une dizaine de parcours d'engagements, évoquant sur un temps long, les engagements des années 1930 à aujourd'hui.

Pouvant servir de support de cours aux enseignants, la plateforme s'adresse aux élèves du second

aire et à tous les publics. Elle est consultable sur <http://histoires-engagements-74.fr/> sous Google Chrome et peut intéresser chacun d'entre nous par son approche immersive, non linéaire et interactive. Elle mobilise des sources historiques, orales accessibles par plusieurs dispositifs et animations tels que des films interactifs, des cartes interactives ou des chronologies animées sous forme de *time-lines* et propose un espace destiné aux enseignants.

Comment s'effectue la sélection des trajectoires retenues pour le web documentaire ?

Représenter la Résistance, dans toute sa diversité et sa complexité, est un réel enjeu. C'est pourquoi nous avons souhaité être accompagnés dans la définition de critères et dans le choix des parcours pour garantir une cohérence dans la sélection des formes d'engagements. Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation de la Résistance, a été sollicité à ce titre et les associations de mémoire ont contribué activement au projet. Des contraintes ont dû être dépassées telles que l'illustration des parcours par des témoignages et interviews existants ou à réaliser,

les impératifs pédagogiques, la représentativité territoriale, etc.

Quel documentaire a déjà été réalisé ? Quels sont les projets en cours ?

Au film interactif sur Julien Helfgott, incarnant la résistance des Français d'origines étrangères menacés par les persécutions allemandes et de Vichy et la résistance de la branche armée des maquis, vient s'ajouter celui sur Frank Boujard, figure chablaisienne de la lutte antifasciste des militants communistes, des années 1930 à la guerre d'Espagne, et du combat clandestin contre Vichy et l'occupant.

Par ailleurs, un espace participatif sera prochainement accessible. Enseignants, associations, particuliers pourront faire vivre l'outil, en déposant travaux de classe, vidéos, images, archives et autres documents familiaux.

Un troisième parcours, sur François de Menton, est en préparation. Juriste, militant démocrate-chrétien, il personnifiera une résistance politique, la résistance des mouvements et l'organisation de l'épuration. ●

Activités du département documentation et publications

Remise de plusieurs fonds grâce à la « commission archives ».

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (Archives de France) et le ministère des Armées (direction des Patrimoines, de la Mémoire et des Archives) se sont associés pour créer la « commission archives ». Dès 2001, cette commission a lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et la Déportation*⁽¹⁾, de réunions de sensibilisation départementales et d'une exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation⁽¹⁾ ».

Au cours de ces derniers mois, ce travail de sensibilisation a permis à la « commission archives » de contribuer à la sauvegarde de plusieurs fonds d'archives retraçant des parcours individuels.

Les archives d'Élisabeth de la Bourdonnaye

Les liens de confiance tissés avec les familles de donateurs amènent très souvent la « commission archives » à être recontactée pour de nouveaux dons.

En septembre 2015, par notre intermédiaire, Geoffroy de Lassus avait offert aux Archives nationales un cahier de 61 pages manuscrites constituant une partie du journal personnel de Léon-Maurice Nordmann⁽²⁾. Cet avocat membre du réseau du musée de l'Homme avait été caché au début de l'année 1941 par la grand-mère de Geoffroy de Lassus, la comtesse Elisabeth de la Bourdonnaye (1898-1972), elle aussi membre de cette organisation de résistance précoce.

Arrêtée le 23 mars 1941, en même temps que d'autres membres du réseau du musée de l'Homme, Élisabeth de la Bourdonnaye est incarcérée à la prison du Cherche Midi puis à Fresnes. Faute de preuve elle est libérée fin août 1941. Compagne du professeur Robert Debré, lui aussi résistant, elle poursuit son action en l'aidant à organiser une filière pour sauver des enfants juifs. Plus tard, sollicitée par Pierre Villon et Frédéric Joliot, elle entre dans le mouvement de l'Union des Femmes françaises où elle est plus particulièrement chargée de l'aide médicale dans la perspective de l'insurrection.

Fin novembre 2018, Geoffroy de Lassus a remis aux Archives nationales d'autres papiers de sa grand-mère qui reflètent la richesse de son parcours dans la Résistance. Dans le même temps, Lorraine Colin, une petite fille d'Élisabeth de la Bourdonnaye, a sollicité la « commission archives » pour proposer des courriers clandestins écrits par sa grand-mère depuis les prisons du Cherche Midi et de Fresnes à destination de Robert Debré mais aussi de ses enfants.

Séparées à la suite de partages successoraux, les archives de cette pionnière de la Résistance vont être réunies aux Archives nationales grâce à la « commission archives ».



Élisabeth de la Bourdonnaye.



Janine Carlotti.

Un complément au fonds Jean-Pierre Levy et Janine Carlotti

En novembre 2013, Gilles Pierre Levy et Anne-Denise Haas avaient donné un important fonds d'archives de leurs parents aux Archives nationales⁽³⁾. Dans ce fonds initial, les archives de Jean-Pierre Levy (1911-1996), compagnon de la Libération, co-fondateur puis chef national du mouvement Franc-Tireur, illustrent l'ensemble de son parcours dans la Résistance, son activité professionnelle d'après-guerre dans le domaine économique et industriel et ses engagements associatifs liés ou non à la Résistance. Les papiers personnels de Janine Carlotti-Levy (1920-2013), résistante membre du secrétariat parisien du mouvement Franc-Tireur, déportée à Ravensbrück et veuve de Jean-Pierre Levy, concernent sa déportation et son retour mais également son engagement au sein de l'Association des déportées et internées de la Résistance (ADIR).

Au mois de juillet 2018, un complément précieux à ce fonds initial a été remis aux Archives nationales par Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance. À côté de papiers d'identité et de correspondances familiales, plusieurs pièces d'archives rappellent l'action de

Jean-Pierre Levy durant la campagne de France dont les photocopies de sept pages de son journal personnel (15 janvier-1^{er} juillet 1940) tenu alors qu'il est lieutenant au 124^e régiment d'artillerie lourde tractée (RALT).

La pièce la plus exceptionnelle est sans conteste un carnet, dans lequel, à partir de février 1945, Janine Carlotti consigne son quotidien au camp de concentration de Ravensbrück et les étapes de son retour à la vie.

Arrêtée à Paris le 5 août 1944, Janine Carlotti est déportée le 15 août 1944 par un convoi parti de la gare de Pantin. Arrivée le 21 août 1944 à Ravensbrück, elle est affectée au *Kommando* de Torgau où avec d'autres déportées elle refuse de travailler dans les usines de guerre. Dirigée vers Koenigsberg-sur-Oder, elle est astreinte à des travaux de terrassement sur un camp d'aviation. Devant l'avance russe, elle connaît les marches d'évacuation vers Ravensbrück puis elle est renvoyée en convoi sur Rechlin où très affaiblie et malade elle est admise au *Revier* fin avril 1945. Le 2 mai 1945, libérée par l'Armée soviétique, Janine Carlotti est hospitalisée dans des infirmeries russes pendant cinq mois alors que toute sa famille, sans nouvelles, multiplie les démarches pour la retrouver.

Au fil des pages de ce carnet, alors que l'écriture s'affirme peu à peu, on découvre une vie en suspens, nourrie de l'attente d'un retour en France, qu'elle ne parvient à regagner que le 12 octobre 1945.

Ce carnet unique sera présenté à Paris lors de l'exposition « Manuscrits de l'extrême. Prison, passion, péril, possession » qui se tiendra à partir du 9 avril prochain à la Bibliothèque nationale de France. ●

Frantz Malassis

(1) Disponible auprès de Frantz Malassis (0147056787).

(2) Cf. *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 85, juin 2016.

(3) Cf. *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 76, mars 2014.

Les archives de la Fondation entrent dans le patrimoine national

À l'occasion du 25^e anniversaire de sa création, la Fondation de la Résistance a décidé de donner les documents qu'elle a produits durant les dix premières années de son activité (1993 à 2003) aux Archives nationales. Patricia Gillet, conservatrice générale, responsable du pôle Seconde Guerre mondiale du département de l'exécutif et du législatif aux Archives nationales, est venue entreprendre cette collecte d'archives lors de plusieurs sessions de travail dans nos locaux. Ce don s'est concrétisé officiellement par la signature d'une lettre de don lors du Conseil d'administration de la Fondation de la Résistance du 13 décembre 2018. Bientôt la grande majorité de ces archives sera accessible à la communauté des chercheurs. Ils pourront y découvrir notamment l'histoire de sa création, les missions assignées par les fondateurs, résistants et historiens venus de tous les horizons politiques, les enjeux et débats qui ont animés son conseil d'administration ainsi que les premières actions engagées alors dans le domaine historique, éditorial, pédagogique et civique. ● FM